

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/W/412

3 octobre 1996

(96-3999)

Comité des subventions et des mesures compensatoires

NOTE DU SECRETARIAT

Le projet de rapport annuel ci-après est distribué aux Membres pour examen, conformément à la décision que le Comité a prise à sa réunion de mai.

Les passages qui apparaissent en grisé dans le projet indiquent les parties qui appelleront peut-être des modifications au vu des faits nouveaux, avant que le rapport ne soit approuvé par le Comité à sa réunion d'octobre.

PROJET DE RAPPORT (1996) DU COMITE DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES

I. Organisation des travaux du Comité

1. L'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (ci-après dénommé "l'Accord") est entré en vigueur le 1er janvier 1995. Tous les Membres de l'OMC sont *ipso facto* membres du Comité des subventions et des mesures compensatoires établi en vertu de l'Accord.

2. Les gouvernements qui ont le statut d'observateur auprès du Conseil général de l'OMC ont ce même statut auprès du Comité. En outre, le Comité a invité sur une base *ad hoc* les représentants de la Banque mondiale, de l'OCDE, du FMI et de la CNUCED à assister à ses réunions en qualité d'observateurs. A sa réunion ordinaire qu'il a tenue les 23 et 24 octobre 1996, le Comité a pris note de la décision du Conseil général concernant le statut d'observateur auprès de l'OMC des organisations internationales et

3. Le présent rapport porte essentiellement sur la période qui s'est écoulée depuis le dernier rapport annuel du Comité (G/L/31 et Corr. 1), c'est-à-dire de novembre 1995 à octobre 1996. Toutefois, lorsqu'il y a lieu, des renseignements ayant trait à la période précédente y figurent également. Pendant la période considérée (1er novembre 1995-24 octobre 1996), le Comité a tenu six réunions. Des réunions ordinaires ont eu lieu les 1er et 2 mai et les 23 et 24 octobre 1996 (G/SCM/M/9 et G/SCM/M/12). Des réunions extraordinaires ont eu lieu le 6 mars et du 22 au 26 juillet 1996 (G/SCM/M/8 et G/SCM/M/11). Le Comité a tenu des réunions extraordinaires additionnelles conjointement avec le Comité des pratiques antidumping du 4 au 7 décembre 1995 et du 24 au 26 avril 1996 (G/SCM/M/7 et G/SCM/M/10).

4. A sa réunion extraordinaire du 22 février 1995, le Comité a élu M. Ole Lundby (Norvège) à la présidence et à sa réunion ordinaire du 13 juin 1995, il a élu M. Victor Do Prado (Brésil) à la vice-présidence. A sa réunion ordinaire des 1er et 2 mai 1996, il a élu M. Victor Do Prado (Brésil) à la présidence et Mme Michelle Slade (Nouvelle-Zélande) à la vice-présidence. Conformément au règlement intérieur du Comité, ils sont entrés en fonction à la fin de cette réunion.

5. A sa réunion ordinaire des 1er et 2 mai 1996, le Comité a adopté le règlement intérieur des réunions du Comité des subventions et des mesures compensatoires (G/SCM/10). Le Conseil du commerce des marchandises a par la suite approuvé le règlement intérieur du Comité à sa réunion du 22 mai 1996.

II. Groupe d'experts permanent

6. En vertu de l'article 24.3 de l'Accord, le Comité est tenu d'établir un Groupe d'experts permanent ("GEP"). A sa réunion extraordinaire du 6 mars 1996, il a élu membres du Groupe d'experts permanent les personnes ci-après: M. Seung-Wha Chang, M. Gary Horlick, M. Friedrich Klein, M. Akira Kotera et M. Robert Martin.

7. Conformément à une Décision adoptée par le Comité (G/SCM/4), le GEP élaborera un règlement intérieur en tenant compte de toutes lignes directrices que le Comité aura pu lui indiquer, et ce règlement intérieur sera soumis à l'approbation du Comité. Un projet de règlement intérieur a été établi par le GEP et distribué au Comité le 18 avril 1996 (G/SCM/W/365). Ce projet a été examiné à la réunion ordinaire du Comité des 1er et 2 mai 1996, et un projet révisé de règlement intérieur a été distribué au Comité le 24 juin 1996 (G/SCM/W/365/Rev.1). Toutefois, le Comité n'a pas approuvé ce projet de règlement intérieur à la réunion extraordinaire qu'il a tenue du 22 au 26 juillet 1996. Etant donné que les Membres demanderont probablement des avis consultatifs au GEP et compte tenu des différends en instance concernant des subventions prohibées, le Comité a pris note de ce que le GEP pouvait travailler sur la base du projet de règlement intérieur en attendant qu'il ait approuvé le règlement intérieur final.

III. Groupe informel d'experts

8. Aux termes de la Note 62 relative à l'Annexe IV de l'Accord, " [u]n arrangement entre les Membres devrait être élaboré, selon qu'il sera nécessaire, sur les points qui ne sont pas spécifiés dans cette annexe ou qui appellent de plus amples éclaircissements aux fins du paragraphe 1 a) de l'article 6". A sa réunion du 13 juin 1995, le Comité a créé un Groupe informel d'experts chargé d'examiner ces points et de présenter au Comité les recommandations dont le Groupe considérera qu'elles pourraient aider le Comité à élaborer un arrangement entre les Membres, selon qu'il sera nécessaire, au sujet de ces points. Le Groupe informel se compose d'experts qui siègent à titre personnel plutôt qu'en qualité de représentants de leurs gouvernements. Il a commencé ses travaux le 1er novembre 1995 et s'est réuni à six reprises à ce jour. Il n'a pas encore présenté de recommandation au Comité.

IV. Notification de subventions

9. Notifications nouvelles et complètes. La transparence est fondamentale pour le fonctionnement efficace de l'Accord. Conformément à l'article 25.1 de l'Accord et à l'article XVI:1 du GATT de 1994, tous les membres du Comité étaient tenus de présenter au Comité pour le 30 juin 1995 une notification nouvelle et complète relative aux subventions. Un modèle pour ces notifications a été approuvé par le Comité le 21 juillet 1995 (G/SCM/6). Un nombre substantiel de Membres ont fait parvenir des notifications relatives aux subventions conformément à ces dispositions, mais il ressort des débats au Comité que les Membres considèrent généralement que cette prescription en matière de notification n'est pas observée de façon entièrement satisfaisante, tant en ce qui concerne le nombre de notifications que la teneur des notifications reçues (G/SCM/M/8, paragraphes 21 à 23, G/SCM/M/11, paragraphes 29 à 31).

10. Au 2 octobre 1996, 39 des 123 Membres de l'OMC¹ avaient notifié des subventions en application de l'article 25 de l'Accord et de l'article XVI du GATT de 1994. En outre, 18 Membres avaient notifié qu'ils ne maintiennent pas de subventions à notifier en application de ces dispositions. Ces notifications sont reproduites dans les documents de la série G/SCM/N/3/... Toutefois, 66 Membres n'avaient présenté aucune notification à la fin de la période sur laquelle porte le présent rapport. Ainsi, seize mois après l'échéance fixée dans l'Accord, plus de la moitié des Membres de l'OMC n'ont pas encore présenté de notifications relatives aux subventions. Parmi ces Membres, 20 comptent parmi les pays les moins avancés, les autres étant des pays en développement, des pays en transition vers une économie de marché et (dans un petit nombre de cas) des pays développés. Un tableau indiquant la situation en ce qui concerne les notifications relatives aux subventions est reproduit à l'Annexe A du présent rapport.

11. Session extraordinaire. L'article 26.1 de l'Accord exige que les notifications nouvelles et complètes soient examinées par le Comité lors de sessions extraordinaires tenues tous les trois ans. Etant donné que très peu de notifications nouvelles et complètes ont été reçues en temps voulu, la première session extraordinaire consacrée à l'examen de ces notifications n'a pas pu se tenir avant la semaine du 22 juillet 1996, et une deuxième session aura lieu dans la semaine du 28 octobre. A la fin de la deuxième session, toutes les notifications nouvelles et complètes de 1995, sauf une, reçues à ce jour auront été examinées. Conformément à une décision du Comité, les sessions d'examen sont menées sur la base de questions écrites, les réponses écrites étant communiquées après la session extraordinaire. Des questions écrites ont été posées par une douzaine de Membres (G/SCM/Q2/...) et concernent la quasi-totalité des notifications examinées.

12. A la fin de la première session extraordinaire tenue en juillet 1996, le Président a noté que le processus d'examen avait avancé. L'examen s'était déroulé dans un esprit de coopération et de bonne volonté. Néanmoins, il ressortait des questions écrites et des débats que certains Membres étaient préoccupés par le fait qu'un grand nombre des notifications examinées n'étaient pas complètes. Dans bien des cas, des questions ont été posées au sujet de certains programmes ou de certaines mesures qui n'avaient pas été notifiés au Comité. Des questions ont également été posées au sujet du fait que certains Membres n'avaient pas notifié les subventions dans l'agriculture et que la totalité des Membres, hormis certains Etats membres des Communautés européennes, n'avait pas notifié les subventions au niveau infranational (G/SCM/Q2/...).

13. Notifications de mise à jour. Conformément à l'article 25.1 de l'Accord, une notification de mise à jour devait être présentée pour le 30 juin 1996. Au 2 octobre 1996, six notifications de ce genre avaient été reçues. L'Australie, le Brésil, le Japon et la Thaïlande avaient notifié des subventions et Hong Kong et la Nouvelle-Zélande avaient notifié qu'ils maintenaient des subventions à notifier. Ces notifications sont reproduites dans les documents de la série G/SCM/N/16/... Les 117 Membres restants n'avaient pas encore présenté de notification de mise à jour.

V. Notification de subventions existantes incompatibles avec l'Accord

14. Aux termes de l'article 28.1 de l'Accord, les programmes de subventions qui auront été mis en place avant la date à laquelle un Membre aura signé l'Accord sur l'OMC et qui sont incompatibles avec les dispositions dudit accord doivent être notifiées au plus tard 90 jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour ce Membre. Au 2 octobre 1996, l'Afrique du Sud, le Chili et la Malaisie avaient notifié des programmes en application de cette disposition. Le Canada, Cuba et le Honduras avaient notifié qu'ils n'avaient pas de programme de ce genre (G/SCM/N/2 et Corr.1

¹Les CE comptant pour 16 Membres.

et addenda). Le Comité avait aussi reçu une notification de Singapour conformément à l'article 27 (G/SCM/N/6).

VI. Notification par des Membres dont l'économie est en voie de transformation en une économie de marché

15. Aux termes de l'article 29.3, les Membres dont l'économie est en voie de transformation en une économie de marché doivent notifier les programmes de subventions relevant des dispositions de l'article 3 aussitôt que possible après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. A sa réunion ordinaire du 13 juin 1995, le Comité a décidé de fixer à titre indicatif la date du 30 juin 1995 pour ces notifications. Au 2 octobre 1996, la Hongrie et la Pologne avaient notifié des programmes en application de cette disposition (G/SCM/N/9/HUN et G/SCM/N/9/POL et corr.1). La République tchèque avait notifié qu'elle n'avait pas de programme de subventions de ce genre (G/SCM/N/9/CZE). Aucun autre Membre n'avait présenté de notification.

VII. Subventions ne donnant pas lieu à une action

16. Notifications. Aux termes de l'article 8.3 de l'Accord, un programme de subventions qui sont présentées comme ne donnant pas lieu à une action en application de l'article 8.2 doit être notifié au Comité avant sa mise en oeuvre. La recommandation adoptée par le Groupe de contact informel pour un modèle de présentation des notifications initiales (PC/IPL/11, annexe 1) a été approuvée par le Comité à sa réunion du 22 février. Au 24 octobre 1996, aucune notification de ce genre n'avait été présentée. En outre, le Groupe de travail des notifications concernant les subventions a été établi le 22 février 1995 et a tenu [cinq] réunions formelles à ce jour pour débattre, entre autres choses, d'un modèle de présentation pour les mises à jour de notifications de subventions ne donnant pas lieu à une action. Un projet a été distribué au Comité le 26 avril 1996 (G/SCM/W/390). Les débats se poursuivent, mais aucun modèle de présentation n'a encore été adopté.

17. Arbitrage. L'article 8.5 de l'Accord dispose que certains cas de notification de subventions ne donnant pas lieu à une action peuvent être soumis à un arbitrage contraignant. Un document sur les procédures d'arbitrage au titre de l'article 8.5 (G/SCM/W/5) a été distribué au Comité le 11 mai 1995. Toutefois, aucune procédure n'a encore été adoptée.

18. Examen du fonctionnement de l'article 8.2 a). La note de bas de page n° 25 relative à l'article 8.2 a) de l'Accord dispose ce qui suit: "Au plus tard 18 mois après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, le Comité ... examinera le fonctionnement des dispositions de l'alinéa 2 a) en vue d'apporter toutes les modifications nécessaires pour améliorer ce fonctionnement. Lorsqu'il envisagera d'éventuelles modifications, le Comité réexaminera soigneusement les définitions des catégories indiquées dans cet alinéa à la lumière de l'expérience acquise par les Membres dans le cadre des programmes de recherche et des travaux d'autres institutions internationales compétentes." En conséquence, le Comité a examiné le fonctionnement de cette disposition à sa réunion ordinaire des 1er et 2 mai 1996 (G/SCM/M/9, paragraphes 50 à 57). Certains Membres ont fait observer que les activités visées à l'alinéa 2 a) de l'article 8 de l'Accord avaient été limitées et, en particulier, qu'aucune notification de subventions à la recherche ne donnant pas lieu à une action n'avait été présentée en application de l'article 8.3. Il a été noté qu'il faudrait procéder en 1999 à un examen plus large du fonctionnement des articles 6.1, 8 et 9 de l'Accord au titre de l'article 31 dudit accord. Le Comité a pris note des déclarations formulées et estimé que, pour l'heure, il avait achevé l'examen du fonctionnement de l'alinéa 2 a) de l'article 8 envisagé à la note de bas de page n° 25 de l'Accord.

VIII. Notification de subventions liées à des programmes de privatisation

19. Aux termes de l'article 27.13 de l'Accord, certaines subventions qui sont accordées dans le cadre d'un programme de privatisation d'un pays en développement Membre et sont directement liées à ce programme et qui sont dûment notifiées au Comité ne sont pas soumises aux dispositions de la Partie III de l'Accord. Le Brésil a adressé une notification en application de cette disposition (G/SCM/N/13/BRA). Cette notification a été examinée à la réunion ordinaire que le Comité a tenue les 1er et 2 mai 1996 (G/SCM/M/9, paragraphes 40 à 42).

IX. Notification et examen des lois et/ou réglementations en matière de droits compensateurs

20. Dans le domaine des droits compensateurs, les règles de l'OMC sont mises en oeuvre en vertu de la législation nationale de chaque Membre. Conformément à l'article 32.6 de l'Accord, tel qu'il a été développé par une décision du Comité, les Membres qui ont une législation et/ou des réglementations applicables aux enquêtes ou aux examens en matière de droits compensateurs en rapport avec l'Accord devraient notifier au Comité le texte complet et intégral de la législation et/ou des réglementations pertinentes. Si cette législation et/ou ces réglementations n'existent pas ou ne sont pas disponibles, le Membre devrait en informer le Comité en exposant les raisons de cet état de choses. En outre, le Comité a décidé, à sa réunion extraordinaire du 22 février 1995, que les gouvernements observateurs devraient fournir au Comité tous renseignements qu'ils considéreront comme ayant un rapport avec les questions qui entrent dans le cadre de l'Accord, y compris le texte de leurs lois et réglementations en matière de droits compensateurs, ainsi que les renseignements relatifs à toute mesure compensatoire qu'ils auront prise.

21. Au 2 octobre 1996, 80 Membres² avaient adressé au Comité des notifications concernant leur législation en matière de droits compensateurs et de droits antidumping. Ces notifications sont reproduites dans les documents de la série G/SCM/N/1/... Quarante-trois Membres n'avaient pas encore présenté de notification au titre de l'article 32.6 de l'Accord. L'Annexe B indique la situation en ce qui concerne les notifications de législations présentées au titre de l'article 32.6 de l'Accord. Sur les 80 Membres qui ont adressé des notifications, 18 ont notifié qu'ils n'avaient pas de législation spécifique en matière de droits compensateurs, 29 ont notifié des législations nouvelles et 35 des législations antérieures à l'Accord de l'OMC qui étaient encore en vigueur. Sur les 53 Membres qui ont notifié qu'ils n'avaient pas de législation en matière de droits compensateurs ni de législation antérieure à l'Accord de l'OMC qui soit encore en vigueur, 36 ont indiqué que des législations nouvelles étaient à l'étude ou en cours d'élaboration. En outre, 26 Membres ont précisé que l'Accord de l'OMC avait force de loi sur leur territoire.

22. Pendant la période considérée, le Comité a poursuivi l'examen des notifications des lois et/ou réglementations en matière de droits compensateurs commencé en 1995. Lors de deux réunions extraordinaires qu'il a tenues conjointement avec le Comité des pratiques antidumping, il a examiné les notifications des législations en matière de droits compensateurs présentées par les Membres ci-après: Afrique du Sud, Barbade, Bolivie, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, Islande, Israël, Jamaïque, Japon, Malaisie, Malawi, Norvège, Philippines, Roumanie, Sainte-Lucie, Slovaquie, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie et Zambie. Le Comité a aussi examiné les notifications communiquées sans texte législatif par les Membres ci-après: Botswana, Chypre, El Salvador, Guatemala, République de Guinée, Honduras, Indonésie, Maldives, Malte, Maroc, Nicaragua, Ouganda, Pakistan, Paraguay, Pologne, République dominicaine, Sri Lanka, Suriname, Turquie et Zimbabwe. Les points sur lesquels l'examen a porté ressortent des questions écrites posées aux Membres et des réponses qu'ils ont communiquées par écrit. Il est fait référence à ces questions et réponses dans le

²Dont 16 Membres pour les Communautés européennes.

compte rendu des réunions extraordinaires conjointes consacrées à l'examen des législations (G/SCM/M/6 et G/SCM/M/10).

23. A la fin du mois d'avril, le Comité avait achevé un examen initial de la quasi-totalité des notifications reçues jusqu'alors, au cours de quatre réunions extraordinaires tenues conjointement avec le Comité des pratiques antidumping. Il a donc décidé que, pour l'immédiat, il ne serait plus nécessaire de tenir des réunions extraordinaires conjointes afin d'examiner les législations et que l'examen des législations se poursuivrait dans le cadre de ses réunions ordinaires. Le Comité a adopté des procédures pour la poursuite de l'examen des législations (G/SCM/W/293), fondées sur des questions et des réponses écrites, afin que les débats soient constructifs pendant la suite de l'examen des législations. Il serait procédé à l'examen des législations nouvelles ou modifiées en suivant les mêmes procédures que pour les réunions extraordinaires conjointes.

24. A la fin de la période considérée, un nombre important des questions écrites posées aux Membres lors des réunions d'examen des législations restaient sans réponse. Néanmoins, le Président a fait observer que le processus d'examen avait avancé (G/SCM/M/17, paragraphe 30). Les questions posées aux Membres portaient sur des points de caractère général ou étaient des questions très spécifiques et très techniques concernant l'administration des mesures compensatoires dans les pays concernés. L'une des préoccupations exprimées par les Membres avait trait aux incompatibilités qui existaient, selon eux, entre l'Accord et à la fois des législations récemment adoptées et des législations adoptées avant son entrée en vigueur. En outre, les Membres se sont déclarés préoccupés par le risque que des décisions soient incompatibles avec l'Accord si elle étaient fondées sur des législations adoptées avant l'entrée en vigueur de l'Accord. Une autre préoccupation avait trait à la complexité des prescriptions de procédure et de fond de l'Accord et à la nécessité d'une formation et d'une familiarisation assez poussées, en particulier pour les pays qui recouraient depuis peu à des mesures compensatoires et pour les pays en développement, afin que les décisions prises le soient en conformité avec l'Accord.

X. Rapports semestriels sur les décisions prises en matière de droits compensateurs

25. Aux termes de l'article 25.11 de l'Accord, les Membres doivent présenter au Comité un rapport semestriel sur les décisions prises en matière de droits compensateurs au cours des six mois précédents. En application de la recommandation du Groupe de contact informel (PC/IPL/11, annexe 7), qui a été adoptée par le Comité à sa réunion du 22 février 1995 (G/SCM/M/1, paragraphes 19 et 20), le premier rapport semestriel présenté par chaque Membre de l'OMC couvrira la période allant de juillet à décembre ou, si celle-ci est plus récente, la période allant de janvier à juin précédant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour le Membre. En outre, les Membres qui ne prennent aucune décision pendant une période donnée sont invités à le notifier au Comité.

26. Les lignes directrices concernant les renseignements à fournir dans les rapports semestriels communiqués en application de l'article 25.11 sont reproduites dans le document G/SCM/2. La présentation de rapports semestriels par des Membres connus pour recourir souvent à des mesures compensatoires s'est améliorée depuis le début de l'année 1995. Un nombre important de Membres n'ont cependant jamais présenté de rapport semestriel. On considère que bon nombre de ces Membres, voire la plupart, ne recourent pas souvent à des mesures compensatoires, mais, en l'absence de rapports semestriels, la situation reste incertaine. A ses réunions ordinaires de mai et d'octobre 1996, le Comité a examiné les notifications de décisions pour les périodes allant du 1er juillet au 31 décembre 1995 et du 1er janvier au 30 juin 1996. Outre des questions spécifiques posées au sujet des décisions prises par des Membres, l'absence de notifications a été jugée préoccupante, ainsi que le fait qu'il arrivait souvent que les notifications ne suivent pas le modèle indiqué dans les lignes directrices. Les observations formulées par des Membres figurent dans le compte rendu de la réunion ordinaire tenue les 1er et 2 mai 1996 (G/SCM/M/9, paragraphe 33).

27. Notifications pour la période du 31 juillet au 31 décembre 1995. Au 2 octobre 1996, des rapports semestriels sur les décisions prises en matière de droits compensateurs pendant la période du 1er juillet au 31 décembre 1995 ont été communiqués par les Membres ci-après: Argentine, Australie, Brésil, Canada, CE, Etats-Unis, Israël, Mexique, Nouvelle-Zélande et Pérou (G/SCM/N/12 et addenda).
28. Au 2 octobre 1996, les Membres ci-après avaient notifié au Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de droits compensateurs pendant la période du 1er juillet au 31 décembre 1995: Afrique du Sud, Barbade, Bolivie, Botswana, Chili, Chypre, Colombie, Corée, Costa Rica, Cuba, Egypte, Honduras, Hong Kong, Hongrie, Inde, Indonésie, Islande, Japon, Malaisie, Malte, Maroc, Maurice, Norvège, Paraguay, Philippines, Pologne, République dominicaine, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Sainte-Lucie, Singapour, Slovénie, Sri Lanka, Swaziland, Suisse, Thaïlande, Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela, Zambie et Zimbabwe (G/SCM/N/12/Add.1/Rev.1).
29. Au 2 octobre 1996, les Membres ci-après n'avaient pas communiqué de rapport: Antigua-et-Barbuda, Bahreïn, Bangladesh, Belize, Bénin, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, République du Guyana, Haïti, Jamaïque, Kenya, Koweït, Lesotho, Liechtenstein, Macao, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Qatar, République centrafricaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Sierra Leone, Suriname, Tanzanie et Togo.
30. Notifications pour la période du 1er janvier au 30 juin 1996. Au 2 octobre 1996, des rapports semestriels sur les décisions prises en matière de droits compensateurs pendant la période du 1er janvier au 30 juin 1996 avaient été communiqués par les Membres ci-après: Australie, Brésil, Canada, CE, Mexique et Nouvelle-Zélande (G/SCM/N/19 et addenda).
31. Au 2 octobre 1996, les Membres ci-après avaient notifié au Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de droits compensateurs pendant la période du 1er janvier au 30 juin 1996: Botswana, Chili, Corée, Cuba, Hong Kong, Inde, Islande, Israël, Japon, Koweït, Malte, Maroc, Ouganda, Paraguay, Pérou, Philippines, République dominicaine, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Singapour, Sri Lanka, Suisse, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela et Zambie.
32. Au 2 octobre 1996, les Membres ci-après n'avaient pas communiqué de rapport: Afrique du Sud, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Etats-Unis, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, République du Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Indonésie, Jamaïque, Kenya, Lesotho, Liechtenstein, Macao, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pologne, Qatar, République centrafricaine, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Iles Salomon, Sénégal, Sierra Leone, Slovénie, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago et Zimbabwe.
33. Un tableau récapitulatif des notifications des décisions prises par les Membres en matière de droits compensateurs pendant la période du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996 est reproduit à l'Annexe C du présent rapport [Ne figure pas dans le projet de rapport].

XI. Rapports sur toutes les décisions préliminaires ou finales prises en matière de droits compensateurs

34. Conformément à l'article 25.11 de l'Accord, les Membres doivent présenter sans délai au Comité un rapport sur toutes leurs décisions préliminaires ou finales en matière de droits compensateurs. Les lignes directrices concernant les renseignements à fournir dans ces rapports sont reproduites dans le document G/SCM/3. Au 2 octobre 1996, des rapports sur les décisions préliminaires ou finales en matière de droits compensateurs prises pendant la période considérée ont été communiqués par l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, les CE, les Etats-Unis, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et le Pérou (G/SCM/N/14, 15, 17 et 20). Des rapports sont régulièrement communiqués par les Membres qui recourent le plus à des mesures compensatoires, mais un certain nombre de Membres connus pour avoir pris des décisions préliminaires ou finales n'ont pas présenté sans délai au Comité un rapport sur ces décisions. Le Comité a examiné les notifications de décisions préliminaires ou finales à ses réunions ordinaires de mai et d'octobre 1996. Au cours de ces examens, le Président a estimé que cette prescription en matière de notification n'avait pas été observée de façon entièrement satisfaisante (G/SCM/M/5, paragraphe 7).

XII. Autres questions examinées par le Comité

35. Notification des autorités compétentes. A sa réunion ordinaire des 1er et 2 mai 1996, le Comité a décidé de demander aux Membres de notifier le nom, l'adresse, les numéros de téléphone et de télécopie et l'adresse pour le courrier électronique, le cas échéant, de leurs autorités qui ont compétence pour ouvrir et mener les enquêtes antidumping. Cette notification serait faite une seule fois, sous réserve de notifications de mise à jour ou de rectification au cas où il y aurait des changements dans les renseignements pertinents communiqués par un Membre. La liste contenant les renseignements notifiés par les Membres est tenue par le Secrétariat et distribuée dans des addenda au document G/SCM/N/18.

36. Procédures pour l'établissement et l'adoption du rapport annuel. A sa réunion ordinaire des 1er et 2 mai 1996, le Comité a examiné, en tenant compte des suggestions du Président du Conseil général, les procédures pour l'établissement et l'adoption de son rapport annuel qu'il avait adoptées à sa première réunion tenue en février 1995. Il a décidé que le Secrétariat établirait un projet de rapport selon le même modèle que celui qui avait été utilisé pour le rapport de l'année précédente, en y ajoutant les aspects de la mise en oeuvre propres à illustrer les progrès accomplis par le Comité. Le projet de rapport serait distribué aux Membres à la fin de septembre ou au début d'octobre, moment où le Comité aurait à décider s'il lui faut tenir une réunion informelle avant la réunion ordinaire d'octobre pour débattre de toutes questions additionnelles à inclure dans le rapport.

37. Statut de Membres visés à l'Annexe VII. Le Président a informé le Comité que, conformément aux données figurant dans l'édition de 1996 de l'Atlas de la Banque mondiale, le PNB par habitant de trois Membres mentionnés à l'Annexe VII b) de l'Accord dépassait aujourd'hui 1 000 dollars par an. En outre, le Comité a débattu du statut du Honduras, qui n'est pas mentionné à l'Annexe VII.

ANNEXE ANotifications de subventions

(G/SCM/N/3/-)

Pays		Pays		Pays		Pays	
Afrique du Sud		Colombie	X	Macao		Sénégal	
Antigua-et-Barbuda		Corée	X	Madagascar		Sierra Leone	
Argentine	X	Costa Rica	X	Malaisie	X	Singapour	X
Australie	X	Côte d'Ivoire	X	Malawi		Slovénie	
Bahreïn		Cuba		Maldives		Sri Lanka	
Bangladesh		Djibouti		Mali		Suisse	X
Barbade		Dominique		Malte		Suriname	X
Belize		Egypte		Maroc	X	Swaziland	X
Bénin		El Salvador		Maurice	X	Tanzanie	
Bolivie	X	Emirats arabes unis		Mauritanie		Thaïlande	X
Botswana	X	Equateur		Mexique		Togo	
Brésil	X	Etats-Unis	X	Mozambique		Trinité-et-Tobago	X
Brunéi Darussalam		Fidji		Myanmar		Tunisie	
Burkina Faso		Gabon		Namibie		Turquie	X
Burundi		Ghana	X	Nicaragua	X	Uruguay	
Cameroun		Grenade		Nigéria	X	Venezuela	X
Canada	X	Guatemala		Norvège	X	Zambie	X
CE	X	Guinée-Bissau		Nouvelle-Zélande	X	Zimbabwe	
Allemagne	X	Guinée, Rép. de		Ouganda	X		
Autriche	X	Guyana		Pakistan			
Belgique	X	Haïti		Papouasie-Nouvelle-Guinée			
Danemark	X	Honduras	X	Paraguay			
Espagne	X	Hong Kong	X	Pérou	X		
Finlande	X	Hongrie	X	Philippines	X		
France	X	Iles Salomon		Pologne			
Grèce	X	Inde	X	Qatar			
Irlande	X	Indonésie	X	République centrafricaine			
Italie	X	Islande		République dominicaine	X		
Luxembourg	X	Israël		République slovaque	X		
Pays-Bas	X	Jamaïque		République tchèque	X		
Portugal	X	Japon	X	Roumanie			
Royaume-Uni	X	Kenya		Rwanda			
Suède	X	Koweït		Sainte-Lucie			
Chili		Lesotho		Saint-Kitts-et-Nevis			
Chypre		Liechtenstein	X	Saint-Vincent-et-les Grenadines			

ANNEXE BNotifications des législations en matière de droits compensateurs

MEMBRE/OBSERVATEUR	NOTIFICATION PRESENTEE
Afrique du Sud	X
Antigua-et-Barbuda	
Argentine	X
Australie	X
Bahreïn	
Bangladesh	
Barbade	X
Belize	
Bénin	
Bolivie	X
Botswana	
Brésil	X
Brunéi Darussalam	
Burkina Faso	
Burundi	
Cameroun	
Canada	X
Chili	X
Chypre	X
Colombie	X
Communautés européennes	X
Corée	X
Costa Rica	X
Côte d'Ivoire	
Cuba	X
Djibouti	
Dominique	
Egypte	X
El Salvador	X
Emirats arabes unis	
Equateur	X
Etats-Unis	X
Fidji	
Gabon	
Ghana	
Grenade	
Guatemala	X

MEMBRE/OBSERVATEUR	NOTIFICATION PRESENTÉE
Guinée-Bissau	
Guinée, Rép. de	X
Guyana	
Haïti	
Honduras	X
Hong Kong	X
Hongrie	X
Iles Salomon	
Inde	X
Indonésie	X
Islande	X
Israël	X
Jamaïque	X
Japon	X
Kenya	X
Koweït	
Lesotho	
Liechtenstein	
Macao	
Madagascar	
Malaisie	X
Malawi	X
Maldives	X
Mali	
Malte	X
Maroc	X
Maurice	X
Mauritanie	
Mexique	X
Mozambique	
Myanmar	
Namibie	
Nicaragua	X
Nigéria	
Norvège	X
Nouvelle-Zélande	X
Ouganda	X
Pakistan	X
Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Paraguay	X

MEMBRE/OBSERVATEUR	NOTIFICATION PRESENTÉE
Pérou	X
Philippines	X
Pologne	X
Qatar	
République centrafricaine	
République dominicaine	X
République slovaque	X
République tchèque	X
Roumanie	X
Rwanda	
Sainte-Lucie	X
Saint-Kitts-et-Nevis	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	
Sénégal	X
Sierra Leone	
Singapour	X
Slovénie	X
Sri Lanka	X
Suisse	X
Suriname	X
Swaziland	
Tanzanie	
Thaïlande	X
Togo	
Trinité-et-Tobago	X
Tunisie	X
Turquie	X
Uruguay	X
Venezuela	X
Zambie	X
Zimbabwe	